

CRISES ET FIN DE LA DEMOCRATIE : CHILI 1970 – 1973

Depuis 2001, le 11 septembre est devenue une date à laquelle le monde entier se souvient... L'importance de l'événement, sa marque dans la conduite de l'Histoire en a fait une date fondamentale de notre époque. Or c'est un 11 septembre aussi que disparaît le président socialiste du Chili, Salvador Allende, au cours d'un coup d'Etat mené par l'armée qui confie tous les pouvoirs au général Pinochet devenu commandant en chef de cette armée par ce même président. Le 11 septembre 1973, l'armée chilienne, bien secondée par la CIA, élimine le gouvernement chilien légal, lance des milliers d'arrestations, utilisant les stades comme lieu de rétention, torturant et tuant des centaines de personnes. En 2013, alors que l'on commémore les 40 années du coup d'Etat et les débuts de la dictature de Pinochet, de nombreuses publications reviennent sur le coup d'Etat, mais aussi les 3 années de présidence d'Allende, et également le travail de mémoire réalisé au Chili. Tout ce travail n'est sans doute pas étranger au choix des faiseurs de programme de faire étudier le cas chilien pour la disparition de la démocratie, plutôt que d'étudier la France de 1940 ou l'Allemagne de 1933... Etudier la démocratie chilienne avant le coup d'Etat et les raisons du coup d'Etat permet de se décentrer de l'histoire européenne, tout en étudiant un événement devenu quasi mythique pour la gauche européenne. On cherchera donc à comprendre comment une démocratie en arrive à s'effondrer pour laisser place à une dictature. Dans un premier temps, on reviendra sur cette expérience démocratique chilienne, pour ensuite comprendre les raisons du coup d'Etat.

I – le gouvernement de Salvador Allende

Premier élément à prendre en considération, la guerre froide. IL ne faut absolument pas oublier la situation internationale de 1973 car elle détermine bien des situations particulières. En 1973, les Etats-Unis et l'URSS sont en pleine guerre froide, les Américains viennent de perdre la guerre du Vietnam et négocie avec le Nord Vietnam et entame leur retrait de ce pays où ils se battaient depuis plus de 10 ans... La guerre du Vietnam avait été clairement un engagement américain contre le communisme qui existait au Vietnam Nord et qui menaçait le Vietnam Sud (non- communiste).

La logique de guerre froide est telle que tout ce qui peut faire reculer le communisme et n'importe quel communiste est une bonne solution pour les Etats-Unis. Sur le continent américain, les Etats-Unis exercent une espèce de surveillance depuis plus d'un siècle. Tout ce qu'il se passe sur le continent est sensé les concerner : c'est la doctrine Monroe formulée en 1823 par le président des Etats-Unis se nommant ainsi... Cela fait deux bonnes raisons pour que les USA soient sur leur garde dès que des communistes ont du succès dans un pays d'Amérique latine... En 1970, on peut déjà rappeler que l'île de Cuba a choisi le camp communiste et est soutenu par l'URSS, malgré les efforts des Usa pour déloger Fidel Castro qui a pris le pouvoir en 1958¹ à la suite d'une révolution. Ernesto Che Guevara a tenté de multiplier les fronts révolutionnaires et a été tué par des militaires en Bolivie en 1967. L'Amérique latine est donc un lieu particulièrement agité, entre la domination des Etats-Unis qui n'est pas toujours acceptée et les réactions contre cette présence qui prennent souvent le chemin du communisme, Moscou étant particulièrement intéressée d'affaiblir les Usa sur leur continent même...

Avant 1970, peut-on donner un coup de projecteur sur le régime chilien ? Si on embrasse le XXe siècle seulement, on s'aperçoit que la démocratie chilienne a été secouée à plusieurs reprises

1 Fidel Castro (1926-2016) a mené la révolution cubaine jusqu'au pouvoir en 1958. Pendant plusieurs années il a lutté contre le dirigeant de Cuba Battista, qui était très proche des USA, Cuba consistant en une source de fruits et de cigare mais également un lieu de villégiatures pour les américains. Après l'installation au pouvoir de Castro, l'opposition anti-castriste essaye de débarquer à Cuba avec l'aide des USA... C'est un échec lorsqu'ils essayent de débarquer à la baie des Cochons en avril 1961. Les Etats-Unis choisissent (Kennedy est président) de ne pas faire intervenir l'US Air Force... Cet échec est un bon prétexte pour que Cuba se rapproche de l'URSS : l'installation de rampes de fusées soviétiques sur le sol cubain provoque la crise de 1962 où Kennedy menace les soviétiques d'intervenir l'arme nucléaire. Cuba apparaît ainsi en Amérique latine comme un modèle....

par des coup d'état militaires, dans l'entre-deux-guerres surtout. A la fin des années 1930, un front populaire, comme il en existe en Europe, réunissant des partis de gauche, du centre radical à la gauche communiste, se retrouve au pouvoir et y persiste, avec des changements (départs des radicaux, puis des communistes) jusqu'au début des années 1950. Le pays possède une économie marquée par la domination de l'agriculture, elle-même dominée par la grande propriété et qui ne permet pas l'autosuffisance, et la dépendance vis à vis des Usa est très marquée. L'inflation n'est pas maîtrisée, les bidonvilles se multiplient.

Les élections de 1964 voient déjà la participation de Salvador Allende, qui avait fait partie du front populaire des années 1930 mais qui échoue devant le candidat de la Démocratie Chrétienne, Eduardo Frei. La politique de la DC qui se veut n'être ni à gauche ni vraiment à droite, ne satisfait personne : la réforme agraire est jugée insuffisante par les paysans, de même que les efforts concernant le recul des bidonvilles. D'un autre côté, l'exploitation du Cuivre qui fait la richesse du sous-sol, reste en grande partie dépendante des Usa. L'Etat intervient beaucoup dans la vie économique et sociale, mais l'effort semble insupportable à droite et insuffisant à gauche... Pour les élections de 1970 la DC avance divisée...

1 – l'Union Populaire

Salvador Allende se présente sous la bannière de l'Union Populaire (UP)... C'est une coalition hétéroclite, du style Front Populaire, rassemblant des communistes, des radicaux, des socialistes et des chrétiens sociaux issus de la DC. L'objectif de cette union de gouvernement est ce que Allende appelle « le socialisme à la chilienne », marquée par un respect des règles constitutionnelles : il ne s'agit pas de prendre le pouvoir par la révolution, d'où la grande différence avec Cuba...

Pierre Cayssière *Les révolutions d'Amérique latine*, Seuil, 1991, p 225 :

Processus démocratique et non-violent, action politique à long terme : la méthode allendiste n'entrait pas précisément dans la typologie des révolutions latino-américaines.. Elle se voulait une utopie raisonnable.

L'UP veut le développement économique et la modernisation des campagnes, par les moyens de la nationalisation (et particulièrement l'exploitation du Cuivre) et de la réforme agraire. L'ensemble des industries nationalisées formerait l'APS (Aire de Propriété socialiste), pilier de la future économie socialiste. S. Allende arrive en tête du scrutin qui est uninominal à un tour : il obtient plus de 36% des suffrages. C'est au Congrès de désigner le candidat élu. Malgré les pressions du président des Etats-Unis, Richard Nixon, qui ne veut pas entendre parler d'un président socialiste ni de nationalisation des biens d'entreprises américaines, le Congrès désigne S Allende le 4 septembre 1970.

2 – les réformes

Dès la première année, le gouvernement applique les réformes annoncées : nationalisation de la production du cuivre, des établissements industriels et des établissements de crédit les plus importants et début de réforme agraire. L'APS regroupe rapidement 20% de la production industrielle, et l'Etat contrôle 50% du crédit. La réforme agraire entreprise prive 3400 grandes propriétés pour les redistribuer. La croissance semble porter le régime, le chômage diminue et la consommation augmente.. Même les classes moyennes qui ne sont pas forcément l'électorat de l'UP semblent satisfaites.... En 1971, les choses paraissent assez bien engagées. La DC soutient l'UP, et les patrons qui ont refusé de se soumettre à la nationalisation ont vu les ouvriers prendre eux mêmes en main la gestion des entreprises... C'est à la fin de cette année 1971 que les choses commencent à changer... Les équilibres internes de la DC font qu'elle ne soutient plus le gouvernement.

II – de l'opposition à la rébellion

Peut-on déjà repérer ce qui explique l'évolution ultérieure de renversement total du régime ? De fait l'opposition sociale est exacerbée : le patronat se sent attaqué par les mesures gouvernementales et ne reste pas les bras croisés devant les dispositions : grève, refus d'obtempérer, boycott.. Tous les moyens sont bons pour ne pas accepter les décisions légales. De l'autre côté les populations les plus défavorisées ont l'attitude inverse, soutenant le gouvernement et parfois cherchant à ce qu'il aille plus vite, plus loin.... Il faut compter aussi avec une extrême gauche très active et qui estime que la politique du gouvernement devrait être plus énergique, voire plus violente.

On peut déterminer 3 périodes dans l'évolution du Chili entre 1970 et 1973 :

- de septembre 1971 à octobre 1972 : éveil progressif des premières frictions, les salariés réclamant l'extension du secteur nationalisé et les patrons déclenchant en 1972 une grève patronale de grande ampleur
- octobre 1972 à juin 1973.. Le gouvernement se retrouve débordé sur sa gauche par la constitution des Cordons Industriels qui semblent s'organiser indépendamment de l'Etat pour poursuivre la production et la distribution – Les petits et moyens propriétaires se sentent visés directement dans leurs intérêts là où, en 1971 encore, ils ne prenaient pas les événements de cette manière. En octobre 1972 est déclenchée la grève des transporteurs par des patrons qui cherchent à paralyser le pays et le gouvernement pour le pousser à arrêter les réformes.
- juin 1973 (tentative de coup d'Etat) à septembre 1973 . Les débats sur l'autogestion sont de plus en plus vifs, on parle de « pouvoir populaire » qui s'appliquerait à la production et au contrôle de l'économie et de la société. L'opposition de la DC devient plus forte : elle demande clairement au gouvernement de capituler et appelle l'armée à le renverser.

1 – les forces d'opposition et les Etats-Unis

On peut percevoir dans le rappel rapide des événements les forces qui s'affrontent.

D'un point de vue politique, l'hostilité de la droite ne fait que croître avec le temps. La DC qui soutenait en partie le gouvernement au départ rejoint l'opposition de la droite classique et nationaliste. L'opposition sociale patronale est plus violente que l'opposition parlementaire. Des manifestations et des boycotts sont menés par ces acteurs là qui n'hésitent pas non plus à déclencher des grèves. A l'extrême droite, on peut signaler l'existence de groupes (comme Patria y Libertad) qui fomentent des attentats.

Mais à gauche, on s'aperçoit également que le front n'est pas uni. Si les communistes soutiennent avec leur réseau d'association et de syndicat, ils ne peuvent pas empêcher les attentes plus fortes. Les socialistes sont plus mitigés dans leur adhésion au gouvernement. L'extrême gauche pousse à plus de réforme, plus de radicalité dans les décisions et dans l'attitude générale. Cette attitude jusqu'au-boutiste est aussi le cas du MIR (mouvement de la gauche révolutionnaire) que l'on dit parfois soutenue par les Américains. Ce que l'on doit également signaler , au delà des organisations bien repérées, c'est la réaction populaire pendant les événements. Autant le coup d'Etat de septembre 1973 se déroule sans que les gens ne réagissent, autant, la réaction des quartiers populaires est forte lors des mouvements d'opposition lancés par le patronat. Cela se traduit par l'apparition des Cordons Industriels et des Commandos communaux, ces derniers parfois bien infiltrés par le MIR. Ainsi le quartier de Nueva Habana à Santiago, autogéré. Le MIR se débrouille pour faire croire que les Commandos sont partout alors qu'on en dénombre une centaine dont une vingtaine à Santiago même Les formes d'organisation populaire spontanée se multiplient en 1972 et 1973. Un des éléments de mobilisation contre le gouvernement est dans la stricte organisation de ces Cordons, or cela ne résiste pas à l'analyse.

Les Etats-Unis font partie de l'équation chilienne, c'est évident. Les Américains ont

beaucoup investi au Chili : Kennecott-Copper exploite le Cuivre, ITT s'occupe de la production de téléviseurs et des communications. Enfin les banques sont aussi en partie américaines. Il n'est que de rajouter que les USA participe de l'aide financière au Chili : avant Allende pendant les 6 années précédant le gouvernement de l'UP le Chili a reçu plus d'1 milliard de dollars d'aide (Banque Mondiale, Agence pour le développement, Banque import-export des Usa....)... Les mêmes agences ne versent plus rien pendant 3 ans et réclament même le règlement des dettes. Dès les 6 premiers mois du régime de Pinochet, le Chili reçoit 470 millions de dollars de crédit²...

2 – la détérioration du climat politique

C. Chaliand, *Mythes révolutionnaires du Tiers Monde*, Seuil, 1979, p 211 et 214

Le Chili est un cas exceptionnel qui se situe, sous divers aspects, entre les révolutions nationales qu'elle dépasse par son radicalisme social, sa mobilisation populaire, et les révolutions nationales et sociales, qui se distinguent d'abord du cas chilien par le fait que le pouvoir d'État y est entre les mains des éléments révolutionnaires. L'expérience d'Allende, sans évoquer les interventions américaines, directes ou indirectes, a échoué parce qu'elle a été victime d'une dynamique qu'elle ne contrôlait pas, (ni à droite, ni à gauche) et qu'elle était soit timorée, soit trop extrême...

En fait, Allende était paralysé par son légalisme et la dynamique d'une situation qu'il avait contribué à créer, sans en mesurer sans doute toutes les implications. Les seules transformations radicales au cours de la dernière année furent entreprises par les travailleurs sans le gouvernement, ou malgré les directives explicites de celui-ci. Ne pouvant résoudre la crise économique, politiquement débordé à droite et ne parvenant pas à freiner à gauche, le cul-de-sac chilien ne pouvait se terminer autrement que par un putsch...

F. Gaudichaud, *Chili 1970-1973, mille jours qui ébranlèrent le monde*, PUR, 2013, p.79-80

Le Parti National (PN) appelle ouvertement « toutes les forces politiques et les groupes ou corporations professionnelles et de travailleurs pour défendre l'unité nationale contre la lutte des classes fomentées par le marxisme. » (El mercurio, 7 juin 1971) Ce discours est le reflet des sentiments d'un patronat qui organise la riposte face au gouvernement et surtout contre l'agitation ouvrière dans les entreprises. Les grands capitalistes du pays (...) ont montré la voie en quittant le pays et en transférant leurs capitaux vers l'étranger. La SOFOFA, syndicat patronal de la bourgeoisie industrielle se met sur le devant de la scène politique, en organisant une intense campagne de presse contre le gouvernement, sur le thème du chaos économique qui menacerait le pays. Une autre ligne d'action est l'organisation de la petite et moyenne bourgeoisie, qui voit avec terreur le développement des réquisitions de commerces et occupations d'usines...

Article du journal Le Monde, jeudi 13 septembre 1973

Une heure sombre pour l'Amérique latine

Le Chili avait au départ bien des atouts pour réussir un pari qui n'intéressait pas seulement une Amérique latine déchirée en permanence entre le réformisme et la révolution, mais aussi l'ensemble des nations dites en voie de développement...

Il avait une longue et solide tradition démocratique, le sens aigu de la coexistence pacifique

² C. Chaliand, *Mythes révolutionnaires du Tiers Monde*, Seuil, 1979, p 212 : « Parallèlement, la CIA intervenait directement dans le financement des grèves destinées à paralyser l'économie chilienne ».

entre citoyens de tendances diverses, une opinion publique d'un haut niveau culturel et politique, des cadres nombreux et compétents, le goût du dialogue. (...)

Le gouvernement d'Unité Populaire de Salvador Allende a certes commis depuis novembre 1970 un nombre appréciable d'erreurs et de bévues...

Après une première année faste grâce à une relance du pouvoir d'achat des secteurs les plus défavorisés, l'inflation a commencé à échapper à tout contrôle, la monnaie s'est effondrée, la pénurie s'est installée avec un marché noir florissant. La faillite économique a été accélérée par des mesures, visibles ou invisibles, adoptées par les groupes étrangers directement lésés par les réformes de l'UP. La coupure des lignes de crédit accordées jusqu'alors par des organismes internationaux de financement du développement, la mauvaise grâce de Washington à faciliter la négociation d'un [arrangement], la déjà très lourde dette extérieure, ont encore réduit la marge de manœuvre du gouvernement.(...)

Un point au moins est acquis : le gouvernement de Salvador Allende était arrivé au pouvoir à l'issue d'élections libres et démocratiques. Il était légal. Il n'avait pas la majorité au Congrès mais d'autres gouvernements avant lui avaient dû affronter cette situation. (...) Harcelé de plus en plus durement par une droite résolument conservatrice et par des dirigeants démocrates-chrétiens qui ont sciemment joué dans les derniers mois la carte du pire, le gouvernement s'est épuisé dans d'incessantes batailles de procédure, tandis que l'extrême gauche révolutionnaire dénonçait son laxisme.(...)

C'est une heure particulièrement sombre pour les libéraux et pour les démocrates d'Amérique latine... la mort de la démocratie dans le pays le plus démocratique de l'Amérique du Sud...

AUTRES DOCUMENTS intéressant le sujet....

| Année | Mesure | Total | Retour à l'aire privée | Maintien dans l'aire sociale |
|-------|---------------|-------|------------------------|------------------------------|
| 1971 | Interventions | 128 | 26 | 102 |
| 1971 | Réquisitions | 39 | 1 | 38 |
| 1972 | Interventions | 65 | 27 | 38 |
| 1972 | Réquisitions | 86 | 11 | 75 |
| Total | | 318 | 65 | 253 |

| Nombre de grèves dans la commune de Maipu-Santiago – 1972 classification par branche d'activités économiques | |
|---|----|
| Métallurgie | 26 |
| Construction | 11 |
| Agriculture | 8 |
| Transports | 5 |
| Alimentation | 4 |
| Chimie | 3 |
| Textile | 3 |
| Électricité et eau | 3 |
| Total | 63 |

Le socialisme à la chilienne

Pendant la période de transition, les normes juridiques devront répondre aux exigences d'un peuple qui s'efforce d'édifier une société nouvelle. Mais il y aura une légalité [...]

Tandis que nous transformons les structures économiques et sociales, il ne faut pas qu'un bouleversement violent des institutions politiques ouvre la porte à l'arbitraire et aux excès [...].

L'un de nos grands objectifs est de construire une "Aire de propriété sociale"³. Nous avons déjà amorcé et nous devons poursuivre l'intégration dans le secteur public de la majeure partie des banques, des mines, des domaines agricoles, des monopoles industriels et commerciaux. »

Salvador Allende, *discours du 21 mai 1971 devant le Congrès*.

La présidence d'Allende vue depuis la France

Ayant hérité de la présidence de la république et des ministères que la coalition a répartis entre les divers partis, l'Unité populaire (UP) [*le parti politique dont Allende est membre et qui a permis son élection*] n'est pas pour autant maîtresse de l'appareil étatique formé des bureaucrates et des fonctionnaires ; l'armée, le capital industriel, financier, agricole et les Etats-Unis sont autant d'éléments potentiellement dangereux. Un programme de nationalisations radicales sera-t-il applicable et, s'il l'est, sera-t-il toléré ? L'UP (à supposer qu'elle reste unie, ce qui n'est pas évident) ne s'enlisera-t-elle pas dans le marécage constitutionnel d'une égalité qu'elle a promis de respecter ? Allende a donné des "garanties" à la démocrate-chrétienne et à l'armée.

On ne sait lesquelles mais il reconnaissait ainsi la démocratie-chrétienne comme grande force politique du moment, sinon du pays.[...] Salvador (Sauveur) Allende (Au delà) porte la grande responsabilité de satisfaire les aspirations au changement du peuple chilien, et il doit faire vite. S'il va trop vite, s'il ne va pas assez vite, il ne faut pas écarter la possibilité de la guerre civile, et à partir de là celle d'une réaction qui annulerait 140 ans d'un acquis démocratique au Chili, avant d'aggraver la situation du reste de l'Amérique latine.»

Jean Meyer, «Salvador Allende», *Esprit*, février 1971.

Décret de nationalisation du cuivre, juillet 1971

C'est de ces ressources que dépend l'issue du combat que livre le Chili pour soustraire la plus grande partie de son peuple à la misère matérielle, à l'exploitation de l'homme par l'homme, à l'intérieur, et à la subordination étrangère, à l'extérieur. Les deux tiers de nos revenus en devises et le financement de près d'un quart du budget de la nation proviennent de l'exploitation du cuivre.

³ Dispositif destiné à étendre le contrôle de l'État sur le secteur économique grâce à des nationalisations et des réquisitions.